



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure n° 2025/ICPE/520
de l'arrêté préfectoral n° 2024/ICPE/104 du 24 avril 2024 portant mise en demeure
Société MECAPROTEC à Vigneux de Bretagne,
Installations classées pour la protection de l'environnement**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2016 autorisant la société ASTEC à exploiter des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture à Vigneux-de-Bretagne, Zone industrielle des Quatre Nations ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 26 octobre 2017 de la société ASTEC vers la société MECAPROTEC LOIRE-ATLANTIQUE ;

Vu l'article 8-1-11 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2016 qui dispose que :
« L'ensemble des bâtiments est équipé d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme exploitable rapidement » ;

Vu le rapport de contrôle de la détection automatique d'incendie établi par la société CEMIS suite à une intervention du 10 novembre 2023 ;

Vu l'arrêté de mise en demeure n° 2024/ICPE/104 du 24 avril 2024 ;

Vu le courrier du 16 décembre 2025 de l'inspection des installations classées proposant la levée de la mise en demeure du 24 avril 2024 ;

Considérant que l'exploitant a répondu aux obligations qui lui étaient faites dans l'arrêté de mise en demeure n° 2024/ICPE/104 du 24 avril 2024 ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1 : Est abrogé l'arrêté préfectoral n° 2024/ICPE/104 du 24 avril 2024, par lequel la société MECAPROTEC a été mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8-1-11 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2016, en rendant de nouveau opérationnelle la détection automatique d'incendie dans l'ensemble des bâtiments, pour son site implanté ZI des Quatre Nations à Vigneux-de-Bretagne.

Article 2 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.
Elle peut faire l'objet :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai contentieux.

- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6, Allée de l'Île Gloriette 44041 Nantes Cedex), soit dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 3 : La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 11 7 DEC. 2025

LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF